A°. 1902.  N°. 38.

PUBLICATIE-BLAD.

BESLUIT

van 29 Augustus 1902, No. 650,

bepalende de plaatsing in het Publicatie-blad van de overeenkomsten tot bescherming van den industrieelen eigendom, den 14n. December 1900 tusschen verschillende Staten, waaronder Nederland, te Brussel gesloten.

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Gelezen de missive van den Minister van Koloniën, dd. 31 Juli ll. Lett. A 2, No. 41/195, waaruit blijkt, dat de nederlegging van de Nederlandsche akten van bekrachtiging van de op den 14n. December 1900 te Brussel gesloten en door de wet van den 7n. Juni 1902 (Staatsblad No. 85, Publicatieblad No. 37) goedgekeurde additionneele overeenkomsten tot bescherming van den industrieelen eigendom op den 10n. Juni jl. heeft plaats gehad;

dat ook België, Denemarken, de Vereenigde Staten van Amerika, Frankrijk en Tunis, Groot Britannie, Italie, Japan, Portugal, Zweden en Noorwegen en Zwitserland hun akten van bekrachtiging, betreffende de Additionneele overeenkomst tot wijziging der Conventie van 20 Maart 1883, en voor zoover zij de tweede Additionneele overeenkomst onderteekend hebben, ook hun akten van bekrachtiging betreffende die overeenkomst, voor 14 Juni 1902 hebben neergelegd;

dat daarop tusschen de Staten die respectievelijk de tractaten geteekend hebben, is overeengekomen de processen-verbaal van nederlegging te sluiten onder dagteekening van 14 Juni jl.; zoodat de overeenkomsten ingevolge artikel 3 in die Staten op 14 September 1902 van kracht zullen worden;

dat tevens is overeengekomen, dat in het proces-verbaal van nederlegging betreffende de eerste Additionneele overeenkomst ten aanzien van Brazilie, de Dominikaansche Republiek, Spanje en Servie in dat betreffende de tweede ten aanzien van Brazilie en Spanje het voorbehoud zal gemaakt worden dat zij bevoegd zullen zijn om hun akte van bekrachtiging op een datum na 14 Juni 1902 te doen neerleggen.

BESLUIT:

Te bepalen, dat genoemde overeenkomsten worden afgekondigd door plaatsing van dit besluit met de daaraan gehechte afdrukken van de overeenkomst en van de vertalling daarvan in het Publicatie-blad.

Gegeven te Willemstad, den 29n. Augustus 1902.

J. O. DE JONG V. B. & D.

De Gouvernements-Secretaris a. i.,

HAMELBERG.

Uitgegeven den 25n. September 1902.

De Gouvernements-Secretaris a. i.,

HAMELBERG.

UNION INTERNATIONALE

POUR LA PROTECTION

DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

ACTE ADDITIONNEL

DU 14 DÉCEMBRE 1900

MODIFIANT LA CONVENTION DU 20 MARS 1883

AINSI QUE

LE PROTOCOLE DE CLÔTURE Y ANNEXÉ.

Sa Majesté le Roi des Belges; le Président des Etats-Unis du Brésil; Sa Majesté le Roi de Danemark; le Président de la République Dominicaine; Sa Majesté le Roi d'Espagne et, en son nom, Sa Majesté la Reine Régente du Royaume; le Président des Etats-Unis d'Amérique; le Président de la République Française; Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes; Sa Majesté le Roi d'Italie; Sa Majesté l'Empereur du Japon; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas; Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves; Sa Majesté le Roi de Serbie; Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège; le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse; le Gouvernement Tunisien, ayant jugé utile d'apporter certaines modifications et additions à la Convention internationale du 20 mars 1883, ainsi qu'au Protocole de clôture annexé à ladite Convention, ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi des Belges:

M. A. NYSSENS, Ancien Ministre de l'Industrie et du Travail;

M. L. CAPELLE, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, Directeur général du Comerce et des Consulats au Ministère des Affaires Etrangères;

M. GEORGES DE RO, Avocat à la Cour d'Appèl de Bruxelles, Ancien Secrétaire de l'Ordre;

M. J. DUBOIS, Directeur général au Ministère de l'Industrie et du Travail.

Le Président des Etats-Unis du Brésil :
M. DA CUNHA, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire des Etats-Unis du Brésil près Sa Majesté le Roi des Belges.

Sa Majesté le Roi de Danemark :
M. H. HOLTEN-NIELSEN, Membre de la Commission des Brevets, Enregistreur des marques de fabrique.

Le Président de la République Dominicaine :
M. J. W. HUNTER, Consul général de la République Dominicaine à Anvers.

Sa Majesté le Roi d'Espagne et, en Son nom, Sa Majesté la Reine Régente du Royaume :
M. DE VILLA URRUTIA, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges.

Le Président des Etats-Unis d'Amérique :
M. LAWRENCE TOWNSEND, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique près Sa Majesté le Roi des Belges ;
M. FRANCIS FORBES ;
M. WALTER H. CHAMBERLIN Assistant Commissioner of Patents.

Le Président de la République Française :
M. GÉRARD, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges ;
M. C. NICOLAS, Ancien Conseiller d'Etat, Directeur honoraire au Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes ;
M. MICHEL PELLETIER, Avocat à la Cour d'Appel de Paris.

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes :
LE TRÈS HONBLE C. B. STUART WORTLEY, M. P. ;
Sir HENRY BERGNE, K. C. M. G., Chef du Département commercial au Foreign Office ;
M. C. N. DALTON, C. B., Comptroller General of Patents.

Sa Majesté le Roi d'Italie :
M. ROMEO CANTAGALLI, Son Envoyé Extraordinaire et Minister Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges ;
M. le commandeur CARLO-FRANCESCO GABBA, Sénateur, Professeur à l'Université de Pise ;

M. le chevalier SAMUELE OTTOLENGHI, Chef de division au Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, Directeur du Bureau de la Propriété industrielle.

Sa Majesté l'Empereur du Japon :
M. ITCHIRO MOTONO, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas :
M. F.-W.-J.-G. SNYDER VAN WISSENKERKE, Docteur en droit, Conseiller au Ministère de la Justice, Directeur du Bureau de la Propriété industrielle.

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves :
M. le Conseiller E. MADEIRA PINTO, Directeur Général au Ministère des Travaux Publics, du Commerce et de l'Industrie.

Sa Majesté le Roi de Serbie :
M. le Dr. MICHEL VOUÏTCH, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Paris.

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège :
M. le comte WRANGEL, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges.

Le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse :
M. J. BOREL, Consul Général de la Confédération Suisse à Bruxelles ;
M. le Dr. LOUIS-RODOLPHE DE SALIS, Professeur à Berne.

Le Président de la République Française :
Pour la Tunisie :
M. GÉRARD, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges ;
M. BLADÉ, Consul de première classe au Ministère des Affaires Etrangères de France.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

La Convention internationale du 20 mars 1883 est modifiée ainsi qu'il suit :

I. — L'article 3 de la Convention aura la teneur suivante :

Art. 3. Sont assimilés aux sujets ou citoyens des Etats contractants, les sujets ou citoyens des Etats ne faisant pas partie de l'Union, qui sont domiciliés ou ont des établissements industriels ou commerciaux effectifs et sérieux sur le territoire de l'un des Etats de l'Union.

II. — L'article 4 aura la teneur suivante :

Art. 4. Celui qui aura régulièrement fait le dépôt d'une demande de brevet d'invention, d'un dessin ou modèle industriel, d'une marque de fabrique ou de commerce, dans l'un des Etats contractants, jouira, pour effectuer le dépôt dans les autres Etats, et sous réserve des droits des tiers, d'un droit de priorité pendant les délais déterminées ci après.

En conséquence, le dépôt ultérieurement opéré dans l'un des autres Etats de l'Union, avant l'expiration de ces délais, ne pourra être invalidé par des faits accomplis dans l'intervalle, soit, notamment, par un autre dépôt, par la publication de l'invention ou son exploitation, par la mise en vente d'exemplaires du dessin ou du modèle, par l'emploi de la marque.

Les délais de priorité mentionnés ci-dessus seront de douze mois pour les brevets d'invention, et de quatre mois pour les dessins ou modèles industriels, ainsi que pour les marques de fabrique ou de commerce.

III. — Il est inséré dans la Convention un article *4bis* ainsi conçu :

Art. 4bis. Les brevets demandés dans les différents Etats contractants par des personnes admises au bénéfice de la Convention aux termes des articles 2 et 3, seront indépendants des brevets obtenus pour la même invention dans les autres Etats adhérents ou non à l'Union.

Cette disposition s'appliquera aux brevets existants au moment de sa mise en vigueur.

Il en sera de même en cas d'accession de nouveaux Etats, pour les brevets existant de part et d'autre au moment de l'accession.

IV. — Il est ajouté à l'article 9 deux alinéas ainsi conçus :

Dans les Etats dont la législation n'admet pas la saisie à l'importation, cette saisie pourra être remplacée par la prohibition d'importation.

Les autorités ne seront pas tenues d'effectuer la saisie en cas de transit.

V. — L'article 10 aura la teneur suivante :

Art. 10. Les dispositions de l'article précédent seront applicables à tout produit portant faussement, comme indication de provenance, le nom d'une localité déterminée, lorsque cette indication sera jointe à un nom commercial fictif ou emprunté dans une intention frauduleuse.

Est réputé partie intéressée tout producteur, fabricant ou commerçant, engagé dans la production, la fabrication ou le commerce de ce produit, et établi soit dans la localité faussement indiquée comme lieu de provenance, soit dans la région où cette localité est située.

VI. — Il est inséré dans la Convention un article 10*bis* ainsi conçu :

Art. 10*bis*. Les ressortissants de la Convention (art. 2 et 3), jouiront, dans tous les Etats de l'Union, de la protection accordée aux nationaux contre la concurrence déloyale.

VII. — L'article 11 aura la teneur suivante :

Art. 11. Les Hautes Parties contractantes accorderont, conformément à la législation de chaque pays, une protection temporaire aux inventions brevetables, aux dessins ou modèles industriels, ainsi qu'aux marques de fabrique ou de commerce, pour les produits qui figureront aux Expositions internationales officielles ou officiellement reconnues, organisées sur le territoire de l'une d'elles.

VIII. — L'article 14 aura la teneur suivante :

Art. 14. La présente Convention sera soumise à des revisions périodiques en vue d'y introduire les améliorations de nature à perfectionner le système de l'Union.

A cet effet, des Conférences auront lieu successivement, dans l'un des Etats contractants, entre les Délégués desdits Etats.

IX. — L'article 16 aura la teneur suivante :

Art. 16. Les Etats qui n'ont point pris part à la présente Convention seront admis à y adhérer sur leur demande.

Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement de la Confédération suisse, et par celui-ci à tous les autres.

Elle emportera, de plein droit, accession à toutes les clauses et admissions á tous les avantages stipulés par la présente Convention, et produira ses effets un mois après l'envoi de la notification faite par le Gouvernement suisse aux autres Etats unionistes, à moins qu'une date postérieure n'ait été indiquée par l'Etat adhérent.

Article 2.

Le protocol de clôture annexé à la Convention internationale du 20 mars 1883 est complété par l'addition d'un numéro *3bis*, ainsi conçu :

3bis. Le breveté, dans chaque pays, ne pourra être frappé de déchéance pour cause de non-exploitation qu'après un délai minimun de trois ans, à dater du dépôt de la demande dans le pays dont il s'agit, et dans le cas où le breveté ne justifierait pas des causes de son inaction.

Article 3.

Le présent Acte additionnel aura même valeur et durée que la Convention du 20 mars 1883.

Il sera ratifié, et les ratifications en seront déposées à Bruxelles, au Ministère des Affaires Etrangères, aussitôt que faire se pourra, et au plus tard dans le délai de dix-huit mois à dater du jour de la signature.

Il entrera en vigueur trois mois après la clôture du procês-verbal de dépôt.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présente Acte Additionnel.

Fait à Bruxelles, en un seul exemplaire, le 14 décembre 1900.

Pour la Belgique:

Signé: A. Nyssens.
„ Capelle.
„ Georges de Ro.
„ J. Dubois.

Pour le Brésil:

Signé: F. Xavier da Cunha.

Pour le Danemark:

Signé: H. Holten Nielsen.

Pour la République Dominicaine:

Signé: John W. Hunter.

Pour l'Espagne:

Signé: W. R. de Villa Urrutia.

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

Signé: Lawrence Townsend.
„ Francis Forbes.
„ Walter H. Chamberlin.

Pour la France:

Signé: A. Gérard.
„ C. Nicolas.
„ Michel Pelletier.

Pour la Grande-Bretagne:

Signé: Charles B. Stuart Wortley.
„ H. G. Bergne.
„ C. N. Dalton.

Pour l'Italie:

Signé: R. Cantagalli.
„ C. F. Gabba.
„ S. Ottolenghi.

Pour le Japan:

Signé: I. Motono.

Pour la Norvège:

Signé: Cte. Wrangel.

Pour les Pays-Bas:

Signé: Snyder van Wissenkerke.

Pour le Portugal:

Signé: Ernesto Madeira Pinto.

Pour la Serbie:

Signé: Dr. Michel Vouïtch.

Pour le Suède:

Signé: Cte. Wrangel.

Pour la Suisse:

Signé: Jules Borel.
„ L. R. de Salis.

Pour la Tunisie:

Signé: A. Gérard.
„ Etienne Bladé.

UNION INTERNATIONALE

POUR LA PROTECTION

DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE.

ACTE ADDITIONNEL

A L'ARRANGEMENT DU 14 AVRIL 1891

CONCERNANT

L'ENREGISTREMENT INTERNATIONAL DES MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

CONCLU ENTRE

LA BELGIQUE, LE BRÉSIL, L'ESPAGNE, LA FRANCE, L'ITALIE, LES PAYS-BAS, LE PORTUGAL, LA SUISSE & LA TUNISIE.

Article premier.

Les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont, d'un commun accord, arrêté ce qui suit :

I. — L'article 2 de l'Arrangement du 14 avril 1891 aura la teneur suivante :

Art. 2. Sont assimilés aux sujets ou citoyens des Etats contractants les sujets ou citoyens des Etats n'ayant pas adhéré au présent Arrangement qui, sur le territoire de l'Union restreinte constituée par ce dernier, satisfont aux conditions établies par l'article 3 de la Convention générale.

II. — L'article 3 aura la teneur suivante :

Art. 3. Le Bureau international enregistrera inmédiatement les marques déposées conformément à l'article 1er. I

notifiera cet enregistrement aux Etats contractants. Les marques enregistrées seront publiées dans un supplément au journal du Bureau international au moyen d'un cliché fourni par le déposant.

Si le déposant revendique la couleur à titre d'élément distinctif de sa marque, il sera tenu :

1°. de le déclarer, et d'accompagner son dépôt d'une description qui fera mention de la couleur ;

2°. de joindre à sa demande des exemplaires de ladite marque en couleur, qui seront annexés aux notifications faites par le Bureau international. Le nombre de ces exemplaires sera fixé par le Règlement d'exécution.

En vue de la publicité à donner, dans les divers Etats, aux marques enregistrées, chaque Administration recevra gratuitement du Bureau international le nombre d'exemplaires de la susdite publication qu'il lui plaira de demander.

III. — Il est inséré dans l'Arrangement un article 4*bis* ainsi conçu :

Art. 4bis. Lorsqu'une marque, déjà déposée dans un ou plusieurs des Etats contractants, a été postérieurement enregistrée par le Bureau international au nom du même titulaire ou de son ayant cause, l'enregistrement international sera considéré comme substitué aux enregistrements nationaux antérieurs, sans préjudice des droits acquis par le fait de ces derniers.

IV. — L'article 5 aura la teneur suivante :

Art. 5. Dans les pays où leur législation les y autorise, les Administrations auxquelles le Bureau international notifiera l'enregistrement d'une marque, auront la faculté de déclarer que la protection ne peut être accordée à cette marque sur leur territoire. Un tel refus ne pourra être opposé que dans les conditions qui s'appliqueraient, en vertu de la Convention du 20 mars 1883, à une marque déposée à l'enregistrement national.

Elles devront exercer cette faculté dans le délai prévu par leur loi nationale, et, au plus tard, dans l'année de la notification prévue par l'article 3, en indiquant au Bureau international leurs motifs de refus.

Ladite déclaration ainsi notifiée au Bureau international sera par lui transmise sans délai à l'Administration du pays d'origine et au propriétaire de la marque. L'intéressé aura les mêmes moyens de recours que si la marque avait été par lui directement déposée dans le pays où la protection est refusée.

V. — Il est inséré dans l'Arrangement un article *5bis* ainsi conçu :

Art. 5bis. Le Bureau international délivrera à toute personne qui en fera la demande, moyennant une taxe fixée par le Règlement, une copie des mentions inscrites dans le Registre relativement à une marque déterminée.

VI. — L'article 8 aura la teneur suivante :

Art. 8. L'Administration du pays d'origine fixera à son gré, et percevra à son profit, une taxe qu'elle réclamera du propriétaire de la marque dont l'enregistrement international est demandé. A cette taxe s'ajoutera un émolument international de 100 francs pour la première marque, et de 50 francs pour chacune des marques suivantes, déposées en même temps par le même propriétaire. Le produit annuel de cette taxe sera réparti par parts égales entre les Etats contractants par les soins du Bureau international, après déduction des frais communs necessités par l'exécution de cet Arrangement.

VII. — Il est inséré dans l'Arrangement un article *9bis* ainsi conçu :

Art. 9bis. Lorsqu'une marque inscrite dans le Registre international sera transmise à une personne établie dans un Etat contractant autre que le pays d'origine de la marque, la transmission sera notifiée au Bureau international par l'Administration de ce même pays d'origine. Le Bureau international enregistrera la transmission et, après avoir reçu l'assentiment de l'Administration à laquelle ressortit le nouveau titulaire, il la notifiera aux autres Administrations et la publiera dans son journal.

La présente disposition n'a point pour effet de modifier les législations des Etats contractants qui prohibent la transmission de la marque sans la cession simultanée de l'établissement industriel ou commercial dont elle distingue les produits.

Nulle transmission de marque inscrite dans le Registre international, faite au profit d'une personne non établie dans l'un des pays signataires, ne sera enregistrée.

Article 2.

Le protocolle de clôture signé en même temps que l'Arrangement du 14 avril 1891 est supprimé.

Article 3.

Le présent Acte additionnel aura même valeur et durée que l'Arrangement auquel il se rapporte.

Il sera ratifié, et les ratifications en seront déposées à Bruxelles, au Ministère des Affaires Etrangères, aussitôt que faire se pourra, et au plus tard dans le délai d'un an à dater du jour de la signature.

Il entrera en vigueur trois mois après la clôture du procès-verbal de dépôt.

EN FOI DE QUOI les soussignés ont signé le présent Acte additionnel.

Fait à Bruxelles, en un seul exemplaire, le 14 décembre 1900.

Pour la Belgique :

Signé :, A. NYSSENS.
„ CAPELLE.
„ GEORGES DE RO.
„ J. DUBOIS.

Pour le Brésil :

Signé : F. XAVIER DA CUNHA.

Pour l'Espagne :

Signé : W. R. DE VILLA URRUTIA.

Pour la France :

Signé : A. GÉRARD.
„ C. NICOLAS.
„ MICHEL PELLETIER.

Pour l'Italie:

Signé: R. CANTAGALLI.
„ C. F. GABBA.
„ S. OTTOLENGHI.

Pour les Pays-Bas:

Signé: SNYDER VAN WISSENKERKE.

Pour le Portugal:

Signé: ERNESTO MADEIRA PINTO.

Pour la Suisse:

Signé: JULES BOREL.
„ L. R. DE SALIS.

Pour la Tunisie:

Signé: A. GÉRARD.
„ ETIENNE BLADÉ.

Vertaling der overeenkomsten betreffende den Industrieelen eigendom, op 14 Dedember 1900 te Brussel gesloten.

INTERNATIONALE VEREENIGING TOT BESCHERMING VAN DEN INDUSTRIEELEN EIGENDOM.

ADDITIONEELE OVEREENKOMST VAN DEN 14DEN DECEMBER 1900 HOUDENDE WIJZIGING VAN DE OVEREENKOMST VAN DEN 20STEN MAART 1883 EN HET DAARBIJ BEHOOREND SLOTPROTOCOL.

Zijne Majesteit de Koning der Belgen; de President der Vereenigde Staten van Brazilië; Zijne Majesteit de Koning van Denemarken; de President van de Dominicaansche Republiek; Zijne Majesteit de Koning van Spanje, en namens Dezen Hare Majesteit de Koningin-Regentes van dat Koninkrijk; de President der Vereenigde Staten van Amerika; de President van de Fransche Republiek; Hare Majesteit de Koningin van het Vereenigd Koninkrijk Groot-Britannië en Ierland, Keizerin van Indië; Zijne Majesteit de Koning van Italië; Zijne Majesteit de Keizer van Japan; Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden; Zijne Majesteit de Koning van Portugal en der Algarven; Zijne Majesteit de Koning van Servië; Zijne Majesteit de Koning van Zweden en Noorwegen; de Bondsraad van den Zwitserschen Bond; de Regeering van Tunis;

het dienstig oordeelende de internationale overeenkomst van den 20sten Maart 1883 en het bij die overeenkomst behoorende Slotprotocol in eenige opzichten te wijzigen en aan te vullen, hebben tot hunne gevolmagtigden benoemd:

Zijne Majesteit de Koning der Belgen:

den heer A. Nijssens, Oud-Minister van Nijverheid en Arbeid;
den heer L. Capelle, buitengewoon gezant en gevolmachtigd Minister, Directeur-Generaal voor handel en consulaatwezen aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken;
den heer Georges de Ro, advocaat bij het Hof van Appèl te Brussel, oud-secretaris der Orde;
den heer J. Dubois, Directeur-Generaal aan het Ministerie van Nijverheid en Arbeid;

de President der Vereenigde Staten van Brazilië:

den heer DA CUNHA, buitengewoon gezant en gevolmachtigd Minister der Vereenigde Staten van Brazilië bij Zijne Majesteit den Koning der Belgen;

Zijne Majesteit de Koning van Denemarken:

den heer H. HOLTEN-NIELSEN, lid van de commissie voor de octrooien, registreerder der fabrieksmerken;

de President der Dominicaansche Republiek:

den heer J. W. HUNTER, consul-generaal der Dominicaansche Republiek te Antwerpen;

Zijne Majesteit de Koning van Spanje en namens Dezen Hare Majesteit de Koningin-Regentes van dat Koninkrijk:

den heer DE VILLA URRUTIA, Zijn buitengewoon gezant en gevolmachtigd Minister bij Zijne Majesteit den Koning der Belgen;

de President der Vereenigde Staten van Amerika:

den heer LAWRENCE TOWNSEND, buitengewoon gezant en gevolmachtigd Minister der Vereenigde Staten van Amerika bij Zijne Majesteit den Koning der Belgen;
den heer FRANCIS FORBES;
den heer WALTER H. CHAMBERLIN, adjunct-directeur van het Bureau voor de octrooien;

de President van de Fransche Republiek:

den heer GÉRARD, buitengewoon gezant en gevolmachtigd Minister bij Zijne Majesteit den Koning der Belgen;
den heer C. NICOLAS, oud-Staatsraad, Directeur honorair aan het Ministerie van Handel, Nijverheid, Posterijen en Telegraphie;
den heer MICHEL PELLETIER, advocaat bij het Hof van Appèl te Parijs;

Hare Majesteit de Koningin van het Vereenigd Koninkrijk Groot-Britannië en Ierland, Keizerin van Indië:

den zeer honorablen C. B. STUART WORTLEY M. P.;

Sir Henry Bergne, K. C. M. G., chef van de afdeeling voor handelszaken aan het Departement van Buitenlandsche Zaken ;

den heer C. N. Dalton, C. B., controleur-generaal der octrooien ;

Zijne Majesteit de Koning van Italië :

den heer Romeo Cantagalli, Zijn buitengewoon gezant en gevolmachtigd Minister bij Zijne Majesteit den Koning der Belgen ;

den heer commandeur Carlo-Francesco Gabba, lid van den Senaat, professor aan de universiteit te Pisa ;

den heer ridder Samuele Ottolenghi, chef van eene afdeeling aan het Ministerie van Landbouw, Nijverheid en Handel, Directeur van het Bureau voor den industrieelen eigendom ;

Zijne Majesteit de Keizer van Japan :

den heer Itchiro Motono, Zijn buitengewoon gezant en gevolmachtigd Minister bij Zijne Majesteit den Koning der Belgen ;

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden :

den heer mr. F. W. J. G. Snyder van Wissenkerke, Raad-adviseur aan het Departement van Justitie, Directeur van het Bureau voor den industrieelen eigendom.

Zijne Majesteit de Koning van Portugal en der Algarven :

den heer E. Madeira Pinto, Staatsraad, Directeur-Generaal aan het Ministerie van Openbare Werken, Handel en Nijverheid ;

Zijne Majesteit de Koning van Servië :

den heer dr. Michel Vouïtch, Zijn buitengewoon gezant en gevolmachtigd Minister te Parijs ;

Zijne Majesteit de Koning van Zweden en Noorwegen :

den heer Graaf Wrangel, Zijn buitengewoon gezant en gevolmachtigd Minister bij Zijne Majesteit den Koning der Belgen ;

de Bondsraad van den Zwitserschen Bond:

den heer J. BOREL, consul-generaal van den Zwitserschen Bond te Brussel;
den heer dr. LOUIS RODOLPHE DE SALIS, professor te Bern;

de President van de Fransche Republiek voor Tunis:

den heer GERARD, buitengewoon gezant en gevolmachtigd Minister van Frankrijk bij Zijne Majesteit den Koning der Belgen;
den heer BLADÉ, consul 1ste klasse aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken van Frankrijk;

Die, na elkander hunne volmachten vertoond te hebben en deze over en weer in goeden en behoorlijken vorm gevonden te hebben, zijn overeengekomen als volgt:

Artikel 1.

De internationale overeenkomst van den 20sten Maart 1883 wordt gewijzigd als volgt:

I. Artikel 3 der overeenkomst zal luiden als volgt:

Art. 3. Met de onderdanen of burgers der contracteerende Staten worden gelijk gesteld de onderdanen of burgers der niet tot de Vereeniging behoorende Staten, die op het grondgebied van een der Staten der Vereeniging wonen, of inrichtingen van nijverheid of handel hebben, in werkelijkheid opgericht en gebruikt tot het uitoefenen van nijverheid of handel.

II. Artikel 4 zal luiden als volgt:

Art. 4. Hij, die op regelmatige wijze, hetzij eene aanvrage om octrooi van uitvinding, hetzij eene teekening of een model van nijverheid, hetzij een fabrieks- of handelsmerk in een der contracteerende Staten heeft gedeponeerd, zal, om het depot in de andere Staten te bewerkstellingen, onder voorbehoud der rechten van derden gedurende de na te melden termijnen een recht van voorrang hebben.

Dientengevolge zal het, vóór ommekomst dier termijnen, in een der andere Staten der Vereeniging nader gedane depot niet krachteloos kunnen gemaakt worden door feiten, die in-

middels hebben plaats gehad, met name door een ander depot, door het bekend maken der uitvinding of het toepassen daarvan, door het ten verkoop aanbieden van exemplaren der teekening of van het model, door gebruik van het merk.

De hiervoor gemelde termijnen van voorrang zullen zijn twaalf maanden voor de octrooien van uitvinding en vier maanden voor de teekeningen of modellen van nijverheid, alsmede voor de fabrieks- of handelsmerken.

III. In de overeenkomst wordt ingevoegd een artikel 4*bis*, aldus luidende:

Art. 4bis. De octrooien aangevraagd in de verschillende contracteerende Staten door personen, die overeenkomstig het bepaalde in de artikelen 2 en 3 kunnen genieten van de bepalingen der overeenkomst, zullen onafhankelijk zijn van de octrooien voor dezelde uitvinding verkregen in andere Staten, onverschillig of deze al dan niet tot de Vereeniging behooren.

Deze bepaling zal van toepassing zijn op de octrooien bestaande op het tijdstip waarop zij in werking treedt.

Dezelfde regel zal gelden ingeval nieuwe Staten toetreden, voor de octrooien over en weer bestaande op het oogenblik van toetreding.

IV. Aan art. 9 worden twee alinea's toegevoegd aldus luidende.

In de Staten welker wetgeving geene inbeslagneming bij den invoer toelaat, zal voor deze in de plaats kunnen treden een verbod van invoer.

De autoriteiten zullen niet tot inbeslagneming gehouden zijn, wanneer het geldt een geval van doorvoer.

V. Art. 10 zal luiden als volgt:

De bepalingen van het voorgaand artikel zullen toepasselijk zijn op elk voortbrengsel dat valschelijk, ter aanduiding van herkomst, den naam van eene bepaalde plaats draagt, wanneer die aanduiding vergezeld gaat van een handelsnaam, die verdicht of met eene bedriegelijke bedoedoeling aan een ander ontleend is.

Als belanghebbende partij wordt beschouwd ieder voortbrenger, fabrikant of koopman, die zich met de voortbrenging of bewerking van dat voortbrengsel of den handel daarin bezig houdt en gevestigd is, hetzij in de plaats, welke valschelijk als plaats van herkomst is opgegeven, hetzij in de landstreek waarin deze plaats is gelegen.

VI. In de overeenkomst wordt een art. 10*bis* ingevoegd aldus luidende:

Art. 10*bis*. Degenen, te wier aanzien de bepalingen der overeenkomst van toepassing zijn (art. 2 en 3), zullen in elken tot de Vereeniging behoorenden Staat dezelfden bescherming tegen oneerlijke mededinging genieten als de ingezetenen.

VII. Art. 11 zal luiden als volgt:

De Hooge contracteerende Partijen zullen aan de voor octrooi vatbare uitvindingen, de teekeningen of modellen van nijverheid en de fabrieks- of handelsmerken, die betrekking hebben op de voortbrengselen, welke op de officieele of officieel erkende internationale tentoonstellingen in een der betrokken landen gehouden, zullen worden tentoongesteld, eene tijdelijke bescherming verleenen overeenkomstig de wetgeving van elk land.

VIII. Artikel 14 zal luiden als volgt:

Art. 14. De tegenwoordige overeenkomst zal aan geregelde herzieningen worden onderworpen ten einde de verbeteringen te ondergaan, strekkende om het stelsel der Vereeniging te volmaken.

Te dien einde zullen achtereenvolgens in een der contracteerende Staten bijeenkomsten van de afgevaardigden dier Staten plaats hebben.

IX. Artikel 16 zal luiden als volgt:

Art. 16. De Staten, die aan de tegenwoordige overeenkomst geen deel hebben genomen, zullen, op hun verzoek, worden toegelaten om zich daarbij aan te sluiten.

Die aansluiting zal langs diplomatieken weg ter kennis der Regeering van den Zwitserschen Bond en door dezen ter

kennis van al de andere Regeeringen worden gebracht.

Zij sluit ten volle in zich toetreding tot alle voorwaarden en toelating tot alle voordeelen bij deze overeenkomst bedongen, en treedt in werking eene maand nadat door de Zwitsersche Regeering aan de andere tot de Vereeniging behoorende Staten van die aansluiting kennis is gegeven, tenzij de Staat, die zich aansluit voor die inwerkingtreding een later tijdstip is bepaald,

Artikel 2.

Aan het Slotprotocol, behoorende bij de internationale overeenkomst van 20 Maart 1883, wordt een nummer *3bis* toegevoegd, aldus luidende :

3bis. De bezitter van een octrooi zal in geen land op grond van niet gebruik van dat octrooi van zijn recht daarop vervallen kunnen worden verklaard, dat nadat ten minste drie jaren zijn verloopen na het tijdstip, waarop hij in het betrokken land het octrooi heeft aangevraagd, en dan in het geval dat hij voor zijn stilzitten geen geldige redenen kan aanvoeren.

Artikel 3.

De tegenwoordige additioneele overeenkomst zal dezelfde kracht en duur hebben als de overeenkomst van den 20sten Maart 1883. Zij zal bekrachtigd worden en de akten van bekrachtiging zullen te Brussel in het Ministerie van Buitenlandsche Zaken worden nedergelegd, zoo spoedig mogelijk, en uiterlijk binnen 18 maanden na den dag waarop de onderteekening heeft plaats gehad.

Zij zal van kracht worden drie maanden nadat het procesverbaal van de nederlegging der akten van bekrachtiging is gesloten. Ten blijke waarvan de verschillende gevolmachtigden de tegenwoordige additioneele overeenkomst hebben geteekend.

Gedaan te Brussel in één exemplaar, den 14den December 1900.

Voor België:
(*was geteekend*) A. Nyssens.
„ „ Capelle.
„ „ Georges de Ro.
„ „ J. Dubois.

Voor Brazilië:

(*was geteekend*) F. XAVIER DA CUNHA.

Voor Denemarken:

(*was geteekend*) H. HOLTEN NIELSEN.

Voor de Dominicaansche Republiek:

(*was geteekend*) JOHN W. HUNTER.

Voor Spanje:

(*was geteekend*) W. R. DE VILLA URRUTIA.

Voor de Vereenigde Staten van Amerika:

(*was geteekend*) LAWRENCE TOWNSEND.
„ „ FRANCIS FORBES.
„ „ WALTER H. CHAMBERLIN.

Voor Frankrijk:

(*was geteekend*) A. GÉRARD.
„ „ C. NICOLAS.
„ „ MICHEL PELLETIER.

Voor Groot-Britannië:

(*was geteekend*) CHARLES B. STUART WORTLEY.
„ „ H. G. BERGNE.
„ „ C. N. DALTON.

Voor Italië:

(*was geteekend*) R. CANTAGALLI.
„ „ C. F. GABBA.
„ „ S. OTTOLENGHI.

Voor Japan:

(*was geteekend*) I. MOTONO.

Voor Noorwegen:
(*was geteekend*) Cte. WRANGEL.

Voor Nederland:

(*was geteekend*) SNYDER VAN WISSENKERKE.

Voor Portugal:

(*was geteekend*) ERNESTO MADEIRA PINTO.

Voor Servië:

(*was geteekend*) dr. MICHEL VOUÏTCH.

Voor Zweden:

(*was geteekend*) CTE. WRANGEL.

Voor Zwitserland:

(*was geteekend*) JULES BOREL.
„ „ L. R. DE SALIS.

Voor Tunis:

(*was geteekend*) A. GÉRARD.
„ „ ETIENNE BLADÉ.

INTERNATIONALE VEREENIGING TOT BESCHERMING VAN DEN INDUSTRIEELEN EIGENDOM.

Additioneele Overeenkomst tot de schikking van den 14den April 1891, betreffende de internationale inschrijving van fabrieks- of handelsmerken, getroffen tusschen België, Brazilië, Spanje, Frankrijk, Italië, Nederland, Portugal, Zwitserland en Tunis.

Artikel 1.

De ondergeeteekenden, behoorlijk gevolmachtigd door hunne verschillende Regeeringen, hebben in gemeen overleg het volgende vastgesteld:

I. Artikel 2 van de schikking van den 14den April 1891 zal luiden als volgt:

Art. 2. Met de onderdanen of burgers der contracteerende Staten worden gelijkgesteld de onderdanen of burgers der niet tot deze schikking toegetreden Staten, die, op het grondgebied, waarover de bij die schikking tot stand gebrachte Vereeniging van beperkten omvang zich uitstrekt, voldoen aan de voorwaarden vastgesteld in art. 3 der Algemeene Overeenkomst tot bescherming van den industrieelen eigendom.

II. Artikel 3 zal luiden als volgt:

Art. 3. Het Internationaal Bureau zal de overeenkomstig artikel 1 gedeponeerde merken onmiddellijk inschrijven. Het zal van die inschrijving aan de contracteerende Staten kennis geven. De ingeschreven merken zullen worden openbaar gemaakt in een bijvoegsel van het blad van het Internationaal Bureau door middel van een cliché verstrekt door dengeen die het merk deponeert. Indien deze verlangt, dat een bepaalde kleur in zijn merk als onderscheidingsteeken dienst zal doen zal hij gehouden zijn:

1°. dit uitdrukkelijk te verklaren en de inzending van zijn merk vergezeld te doen gaan van eene beschrijving, waarin bedoelde kleur wordt aangegeven;

2°. bij zijne aanvrage gekleurde exemplaren van bedoeld merk te voegen, welke exemplaren zullen worden gehecht aan de kennisgevingen van inschrijving uitgaande van het Internationaal Bureau. Het aantal dezer exemplaren zal worden bepaald in het reglement, waarin de bijzonderheden betreffende de uitvoering van deze schikking zullen worden geregeld.

Met het oog op de in de onderscheidene Staten aan de in-

geschreven merken te geven openbaarheid, zal elke administratie kosteloos van het Internationaal Bureau het aantal exemplaren der gezegde publicatie ontvangen, dat het haar zal gelieven aan te vragen.

III. In de schikking wordt een artikel 4 *bis* ingevoegd, luidende als volgt:

Art. 4 *bis*. Wanneer een merk, reeds gedeponeerd, in een of meer der contracteerende Staten, daarna is ingeschreven door het Internationaal Bureau ten name van denzelfden inzender of diens rechtverkrijgende, zal de internationale inschrijving beschouwd worden als in de plaats te zijn getreden van de vroegere inschrijvingen in één of meer Staten, zonder afbreuk te doen aan de rechten door laatstvermelde inschrijvingen verkregen.

IV. Artikel 5 zal luiden als volgt:

Art. 5. In de landen, waar hunne wetgeving er hen toe machtigt, zullen de administratiën aan welke het Internationaal Bureau de inschrijving van een merk zal mededeelen, de bevoegdheid hebben te verklaren, dat de bescherming niet op hun grondgebied aan dat merk kan worden verleend. Dergelijke weigering van bescherming kan alleen gedaan worden op grond van omstandigheden die, krachtens de overeenkomst van 20 Maart 1883, ook van kracht zouden zijn ten aanzien van een merk, ingezonden ter nationale inschrijving in het betrokken land.

Zij zullen van die bevoegdheid behooren gebruik te maken binnen den termijn door de wet van hun land bepaald, en uiterlijk binnen het jaar na de kennisgeving bedoeld in artikel 3, onder opgave aan het Internationaal Bureau van de redenen waarop de weigering van bescherming wordt gegrond. Gezegde verklaring aldus aan het Internationaal Bureau medegedeeld zijnde, zal door hetzelve zonder verwijl overgebracht worden aan de administratie van het land van oorsprong en aan den eigenaar van het merk. De belanghebbende zal dezelfde middelen van verhaal hebben alsof het merk rechtstreeks door hem gedeponeerd ware in het land, waar de bescherming wordt geweigerd.

V. In de schikking wordt een art. 5 *bis* ingevoegd, luidende als volgt:

Art. 5 bis. Het Internationaal Bureau zal aan ieder, die daartoe aanvrage doet, tegen een taks, bepaald in het reglement (bedoeld in art. 10), een afschrift afgeven van de aanteekeningen, omtrent een bepaald merk in het register van inschrijving voorkomende.

VI. Artikel 8 zal luiden als volgt:

Art. 8. De administratie van het land van oorsprong zal naar goedvinden vaststellen en te haren voordeele innen eene taks, welke zij zal invorderen van den eigenaar van het merk, welks internationale inschrijving verlangd wordt. Deze taks zal worden verhoogd met een internationaal emolument van honderd francs voor het eerste merk en van vijftig francs voor elk volgend merk door denzelfden eigenaar te gelijkertijd ingezonden. De jaarlijksche opbrengst van deze taks zal door de zorgen van het Internationaal Bureau in gelijke deelen onder de contracteerende Staten worden verdeeld, na aftrek der gemeenschappelijke onkosten door de uitvoering dezer schikking veroorzaakt.

VII. In de schikking wordt ingevoegd een artikel 9*bis*, luidende als volgt:

Art. 9 *bis*. Indien een merk, dat in het internationaal register is ingeschreven, mocht worden overgedragen aan een persoon gevestigd in eenen anderen der contracteerende Staten dan waaruit het merk afkomstig is, zal de overdracht ter kennis van het Internationaal Bureau worden gebracht door de administratie van het land waaruit het merk afkomstig is. Het Internationaal Bureau zal de overdracht inschrijven en na ontvangst van de toestemming der administratie waaronder de nieuwe eigenaar ressorteert, mededeelen aan de andere administraties, en in zijn blad openbaar maken.

Bovenstaande bepaling brengt geene wijziging in de wetgevingen der contracteerende Staten, die overdracht van een merk niet toelaten, wanneer daarmee niet gepaard gaat overdracht der onderneming van nijverheid of handel ter onderscheiding van welker voortbrengselen dat merk dient. Overdracht van een in het internationaal register ingeschreven merk aan een persoon, niet gevestigd in een der contracteerende landen, zal niet worden ingeschreven.

Artikel 2.

Het slotprotocol, geteekend te gelijk met de schikking van den 14den April 1891, is vervallen.

Artikel 3.

De tegenwoordige additioneele overeenkomst zal dezelfde kracht en duur hebben als de schikking, waarop zij betrekking heeft.

Zij zal bekrachtigd worden en de akten van bekrachtiging zullen te Brussel, in het Ministerie van Buitenlandsche Zaken worden nedergelegd, zoo spoedig mogelijk, en uiterlijk

binnen een jaar na den dag waarop de onderteekening heeft plaats gehad.

Zij zal van kracht worden drie maanden nadat het procesverbaal van de nederlegging der akten van bekrachtiging is gesloten.

Ten blijke waarvan de verschillende gevolmachtigden de tegenwoordige additionneele overeenkomst hebben geteekend.

Gedaan te Brussel in één exemplaar den 14den December 1900.

Voor België:
(*was geteekend*) A. NYSSENS.
„ „ CAPELLE.
„ „ GEORGES DE RO.
„ „ J. DUBOIS.

Voor Brazilië:
(*was geteekend*) F. XAVIER DA CUNHA.

Voor Spanje:
(*was geteekend*) W. R. DE VILLA URRUTIA.

Voor Frankrijk:
(*was geteekend*) A. GÉRARD.
„ „ C. NICOLAS.
„ „ MICHEL PELLETIER.

Voor Italië:
(*was geteekend*) R. CANTAGALLI
„ „ C. F. GABBA.
„ „ S. OTTOLENGHI.

Voor Nederland:
(*was geteekend*) SNYDER VAN WISSENKERKE.

Voor Portugal:
(*was geteekend*) ERNESTO MADEIRA PINTO.

Voor Zwitserland:
(*was geteekend*) JULES BOREL.
„ „ L. R. DE SALIS.

Voor Tunis:
(*was geteekend*) A. GÉRARD.
„ „ ETIENNE BLADÉ.

Behoort bij het Besluit van 29 Augustus 1902, No. 650. (P. B. No. 38).

De Gouvernements-Secretaris a. i.,
HAMELBERG.